

L'intervention de l'Etat est nécessaire face aux défaillances du marché : l'exemple de la pollution

Activités pour l'élève



1 - Les différentes interventions de l'Etat pour remédier aux défaillances du marché

Document 1 : Deux types d'intervention

Vous souhaitez que votre lycée soit un exemple de la lutte contre la pollution. Vous participez, en tant que lycéen, au groupe Agenda 21* dont le but est de promouvoir des actions de développement durable dans votre établissement.

Parmi les actions possibles, votre groupe choisit de mettre en place un circuit de recyclage du papier utilisé dans l'établissement. Mais recycler le papier suppose un certain nombre de contraintes pour les élèves, les enseignants et tous les agents de l'établissement (mobiliser les personnes concernées, perte de temps, plus de déplacements...).

Comment alors convaincre les élèves de participer à cette action, notamment les plus réticents ?

(*Agenda 21 : plan d'actions pour le XXIème siècle, visant à promouvoir le développement durable. Les lycées s'inscrivent dans cette démarche et de nombreux groupes d'élèves réfléchissent aux actions à mener dans les établissements dans une logique de développement durable).

Exercices

1. Cherchez quelles sont les actions que vous pouvez mettre en place pour recycler le papier.
2. Ces actions sont-elles de même nature ?
3. Classez, dans le tableau suivant, vos propositions en complétant les titres du tableau.

.....

4. Expliquez ce qui différencie ces deux types d'actions ?

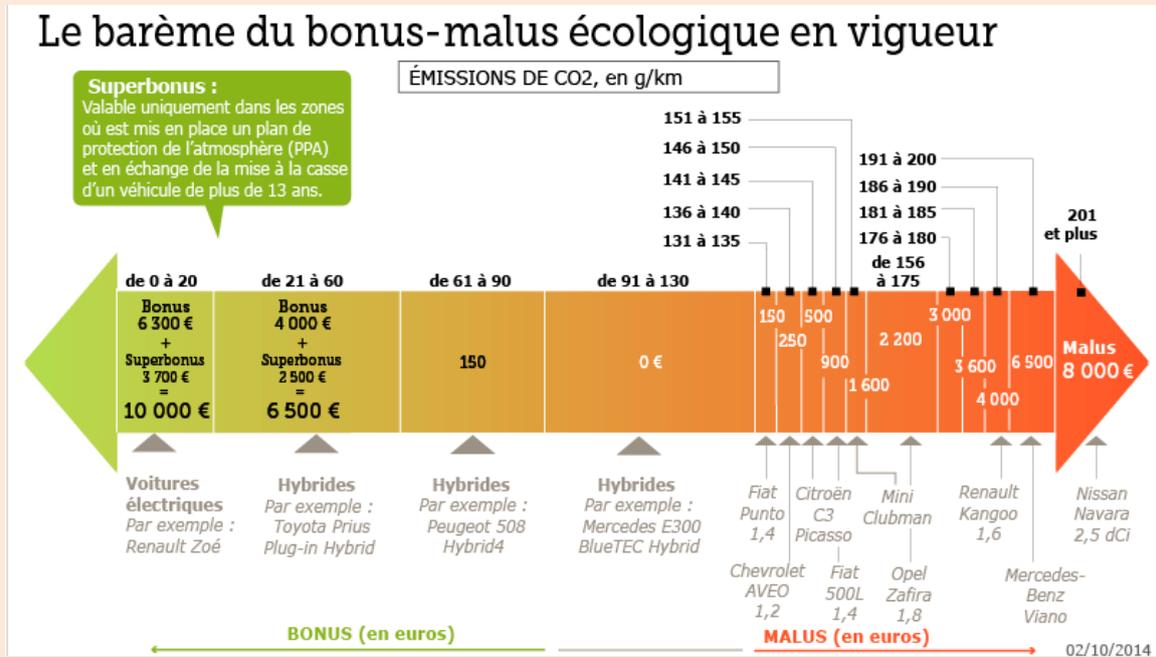


2 - Les politiques dites incitatives : quels outils ?

Document 2 : La taxe

L'Etat peut décider de faire payer une taxe aux agents économiques pour les inciter à moins polluer.

Un exemple de taxe : Le système de bonus malus vise à récompenser, via un bonus, les acquéreurs de voitures neuves émettant le moins de CO₂, et à pénaliser, via un malus, ceux qui optent pour les modèles les plus polluants. Plus les émissions de CO₂ du véhicule sont faibles, plus le bonus écologique est important. Plus le modèle est émetteur de CO₂, plus le malus augmente.



Source : Ministère du développement durable, lefigaro.fr

Exercices

1. Un consommateur peut-il acheter une voiture polluant beaucoup ? A quelle condition ?
2. Quel est le choix qu'un conducteur rationnel est incité à faire ? Expliquez pourquoi.
3. Quelle est la solution préconisée par l'Etat pour diminuer le niveau de pollution automobile ?
4. Quel est l'objectif de cette taxe ?
5. On parle ici du "**principe du pollueur-payeur**". Essayez d'expliquer cette expression.
6. Trouvez des exemples de ce principe.



Document 3 : Le crédit d'impôt dédié au développement durable

Relevant de la « finance verte » (taxe carbone, livret de développement durable, finance responsable, indice de « notation verte », fonds d'investissement environnement ou patrimoine, etc...), le crédit d'impôt dédié au développement durable fait partie des moyens préconisés par le gouvernement pour développer les énergies renouvelables. Ce crédit permettra en effet de réduire le montant de son impôt sur le revenu pour acquérir de nouveaux équipements utilisant des énergies renouvelables.

Mais qu'est-ce que ce crédit d'impôt, plus précisément ?

C'est d'abord...un crédit d'impôt !

Un crédit d'impôt se déduit directement de l'impôt dû. Il correspond à une réduction du montant de l'impôt mais peut même se traduire par un versement par les services fiscaux dans l'hypothèse où le contribuable ne paie pas ou pas assez d'impôt. Par exemple, si le montant de l'impôt sur le revenu dû est de 1000€, et que vous avez droit à un crédit d'impôt de 400 €, vous ne paierez plus que 600 € d'impôt. Si votre IR est de 200 € et que vous avez droit à un crédit d'impôt de 300 €, vous recevrez 100 € !

La loi de finances pour 2005 a créé le crédit d'impôt pour le développement durable *

Modifiée et enrichie par plusieurs textes postérieurs, la mesure vise à diffuser rapidement dans les foyers des équipements énergétiques durables c'est-à-dire des équipements utilisant les énergies renouvelables (fournies par les 5 énergies que sont le soleil, le vent, les marées, les chutes d'eau, la chaleur terrestre) et les équipements les plus performants sur le plan de la consommation énergétique.

Le crédit d'impôt s'applique ainsi pour ces dépenses :

- acquisition de chaudières à condensation,
- acquisition de matériaux d'isolation thermique (plancher, fenêtre, porte-fenêtre, volet...),
- acquisition d'appareils de régulation de chauffage et de programmation des équipements de chauffage,
- acquisition d'équipements utilisant des énergies renouvelables (pompes à chaleur, insert cheminée, poêle, foyer fermé, chauffe-eau...),
- acquisition d'équipements de raccordement aux réseaux de chaleur ...

Mode de calcul du crédit d'impôt dédié au développement durable

Le crédit est plafonné à 8 000 € pour une personne seule et évolue en fonction de la situation familiale : un couple sans enfant dispose d'un crédit de 16 000 €.

Source : lafinancepourtous.com, 2012

Exercices

1. Quel est le principe du "crédit d'impôt développement durable" (* devenu "le crédit d'impôt pour la transition énergétique" en 2014) ? Quels en sont les bénéficiaires ?
2. Quel est l'objectif d'un tel crédit d'impôt ?
3. Dans quel cas peut-on bénéficier de ce crédit d'impôt ? Donnez un exemple.
4. L'Etat cherche-t-il à contraindre ou à inciter avec ce crédit d'impôt ?
5. Peut-on dire que le crédit d'impôt est une forme déguisée de **subvention** ?
6. Les entreprises peuvent-elles bénéficier de ce type de crédits ? Quels moyens l'Etat utilise-t-il pour les inciter à diminuer leur niveau de pollution ?



Document 4 : Le marché européen des droits à polluer

Le système européen d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre est la pierre angulaire de la politique européenne de lutte contre le changement climatique.

Le principe en est le suivant : les États membres imposent un plafond sur les émissions des installations concernées (environ 12 000 installations dans les secteurs de la production d'électricité, des réseaux de chaleur, de l'acier, du ciment, du raffinage, du verre, du papier, etc. qui représentent plus de 40% des émissions européennes de gaz à effet de serre), puis leur allouent des quotas (des droits à polluer) correspondant à ce plafond. À la fin de chaque année, les entreprises sont tenues de restituer un nombre de quotas équivalant à leurs émissions réelles.

Les entreprises ont alors la possibilité d'échanger des quotas sur le marché européen des quotas d'émission :

- une entreprise qui émet plus que son allocation doit se procurer les quotas manquants : c'est le principe du pollueur-payeur ;
- une entreprise qui émet moins que son allocation peut revendre ses quotas non utilisés et bénéficier ainsi de revenus, qui sont mobilisables par exemple pour financer des investissements lui permettant de maîtriser ses émissions.

Source : *developpement-durable.gouv.fr*, 2014

Exercices

Prenons l'exemple d'une aciérie française à qui l'Etat attribue un quota d'émission de 1 000 tonnes de carbone pour l'année. L'aciérie a finalement émis 1 200 tonnes de carbone soit 200 tonnes en trop. Elle doit donc acheter 200 tonnes sur le marché pour respecter son niveau d'émission.

A l'inverse, une papeterie s'est vue attribuer un quota d'émission pour l'année de 1 000 tonnes de carbone. La papeterie a émis 800 tonnes seulement de carbone. Elle peut donc vendre 200 tonnes sur le marché puisqu'elle est en-dessous de son quota d'émission.

1. Comment ces deux entreprises peuvent-elle résoudre ce problème ?
2. Expliquez en quoi il s'agit bien d'un instrument incitatif et non contraignant.
3. En quoi cette solution peut-elle être efficace au niveau européen pour limiter les émissions de gaz à effet de serre ?

3 - Les politiques contraignantes : quels outils ?

Document 5 : Réduire la vitesse autorisée en cas de pic de pollution



Source : *ledaupine.com*, 2014



Exercices

1. Quelle est l'action, mise en place par l'Etat, pour réduire la pollution automobile ?
2. Pensez-vous que l'automobiliste puisse ne pas respecter cette contrainte ?
3. Montrez en quoi cet exemple diffère des exemples précédents.

Document 6 : De nouvelles procédures pour gérer la pollution de l'air

Les mesures réglementaires sont mises en œuvre en cas d'activation du seuil d'alerte. Il s'agit de mesures prescriptives et sanctionnables.

Exemples de mesures réglementaires...Ces mesures rendent obligatoires le respect de certaines dispositions décrites dans les « recommandations » : ainsi, l'épandage de fertilisants pourra être interdit, de même que l'écochage dans le secteur agricole.

Dans le résidentiel-tertiaire, l'utilisation de foyers ouverts, la pratique du barbecue à combustible solide pourront aussi être interdits. Dans l'industrie, le report de certaines opérations émettrices de particules, d'oxydes d'azote sera obligatoire.

Dans le secteur des transports, le contrôle pollution des véhicules pourra être intensifié. Il sera possible de mettre en place la circulation alternée ou interdire l'accès de certaines classes de véhicules polluants dans certains secteurs géographiques (zones urbaines denses par exemple).

Il sera également possible de limiter le trafic routier des poids lourds en transit voire de les détourner lorsque cela est possible. L'abaissement de 20km/h pour les vitesses maximales autorisées pourra être demandé.

Source : developpement-durable.gouv.fr, 2014

Exercices

1. Dans quelle catégorie classez-vous ces actions ?
2. Justifiez, en reprenant deux exemples de votre choix, cités dans le texte.

Document 7 : La lutte contre les sacs plastiques non réutilisables

Une mesure phare à court terme sera la limitation des sacs plastiques à usage unique, pour les remplacer par des sacs réutilisables. Dans ce cadre, à partir du 1^{er} janvier 2016, les sacs de caisse en plastique à usage unique ne seront plus autorisés ; les sacs « fruits et légumes » en plastique à usage unique ne seront plus autorisés non plus, sauf ceux qui sont biosourcés et compostables en compostage domestique.

Source : Plan de réduction et de valorisation des déchets 2014-2020, projet de loi relatif à la transition énergétique pour la croissance verte



Exercices

1. Quelle est l'interdiction évoquée par ce projet de loi ?
2. S'agit-il ici d'une incitation ou d'une réglementation contraignante ?
3. Dans quelle logique s'inscrivent les actions citées dans le tableau. Cochez la bonne réponse :

Actions menées	INCITER	CONTRAINDRE
Normes thermiques à respecter pour la construction de nouveaux bâtiments		
Poubelles domestiques à la pesée		
Interdiction de certains produits trop polluants ou énergivores comme les ampoules à incandescence		
Augmentation du montant des réductions d'impôts pour les ménages qui renforcent l'isolation de leurs habitations		

4 - Conclusion

Exercice

Complétez le texte suivant avec les termes ci-dessous :

réglementations, pouvoirs publics, taxes, externalité négative, marché des droits à polluer, obliger, limites, défaillante, objectifs, subventions

La logique marchande peut donc parfois s'avérer, c'est-à-dire que le marché présente un certain nombre de Parmi celles-ci, la pollution constitue une importante aujourd'hui.

En effet, nos activités économiques peuvent être particulièrement polluantes et diminuer la qualité de l'air ou de l'eau par exemple. L'existence de ces externalités négatives rend alors nécessaire l'intervention des

L'Etat a alors à sa disposition différents outils pour limiter cette pollution. Ceux-ci sont mis en place avec deux différents.

Les, les et les ont pour but d'inciter les agents économiques à moins polluer alors que les ont pour but de contraindre, d' les agents économiques à moins polluer.

Ces deux types de mesures sont aujourd'hui mis en place conjointement en France.

